



Département de la  
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2018

Publication : 06/03/2018

Le Maire,  
Daniel Fidelin



Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.02/VŒU 2**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 26 février 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	23
Nombre de Pouvoirs .....	8
Nombre de Votants .....	31

Extrait de la délibération affiché le **06 mars 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **26 février** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.04), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Franck **DORAY**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Dominique **THINNES**  
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Frédéric **PATROIS**  
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**  
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**  
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**  
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent **GILLE**

**Absents**

Frédéric **LE CAM**  
Marie-Christine **BASSET**

**Secrétaire de séance**

Damien **GUILLARD** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 26 février 2018

2018.02/VCEU 2

**Le maintien du Tribunal de Grande Instance du Havre**

**Présenté par Jérôme DUBOST, Conseiller Municipal**

Les Français ont un rapport particulier avec leur Justice. Certains la critiquent, lui reprochent son manque d'humanité. D'autres la craignent, la considérant comme froide. Plus nombreux sont ceux qui ont toujours confiance en elle et qui savent qu'ils peuvent compter sur elle pour obtenir réparation, pour les protéger de l'arbitraire.

Le point commun de nos concitoyens, c'est leur attachement à une Justice de qualité. Cette qualité, elle passe nécessairement par la proximité. Une justice de proximité, c'est une justice plus humaine. Une justice de proximité, c'est une justice plus accessible. Une justice de proximité, c'est une justice qui est rendue de manière plus équitable, au plus près des justiciables, comprenant leurs besoins, leurs situations.

Depuis plusieurs années, la réforme de la carte judiciaire est au cœur des débats. Il ne peut y avoir de réforme abordée que sous l'angle des économies comme cela fut le cas avec la réforme de la carte judiciaire en 2007.

La France est aujourd'hui à la 14<sup>e</sup> place sur les 28 Etats Membres de l'Union européenne pour le budget consacré à la Justice. Si ce classement est en hausse, il reste insuffisant. Malgré les efforts engagés au cours des dernières années, la France ne consacre que 72€ par an et par habitant au service public de la Justice. L'effort de rattrapage doit être poursuivi et amplifié.

Les enjeux, nous les connaissons : répondre à l'engorgement des tribunaux, au malaise dans la profession de magistrat, de greffier, des personnels des différentes administrations qui composent le Ministère de la Justice ainsi qu'aux difficultés dans l'exercice de la profession d'avocat. Les attentes sont également fortes pour nos concitoyens : voir réduit le délai moyen aujourd'hui de 304 jours, pour que leurs affaires soient jugées en première instance.

Dans le cadre des Chantiers de la Justice, les propositions de réorganisation des juridictions contenues dans le rapport de Dominique Raimbourg et Philippe Houillon, anciens parlementaires, soulèvent des inquiétudes, notamment la proposition de mise en place d'un tribunal judiciaire départemental par département chargé de juger le contentieux spécialisé

La Seine-Maritime dispose aujourd'hui de trois Tribunaux de Grande Instance (TGI), à Rouen, au Havre et à Dieppe. La proposition de tendre vers le principe d'un seul Tribunal judiciaire par Département, avec des exceptions dont les modalités ne sont pas clarifiées, risque de remettre en cause cette organisation et conduirait à un éloignement des citoyens de leur justice.

En outre, l'instauration du tribunal judiciaire départemental priverait le TGI du Havre de nombreux dossiers : les divorces, les liquidations, le tribunal pour enfants au pénal et en assistance éducative, les contentieux de la

sécurité sociale (maladie professionnelles, accidents du travail), l'application des peines, le droit commercial et bancaire. Ce ne sont là que quelques exemples de dossiers qui ne seraient plus jugés au Havre.

Imagine-t-on pourtant des familles faire 80 km aller/retour pour assister aux audiences concernant leurs enfants ? Peut-on croire que des victimes d'accidents du travail ou des malades de longue durée pourront supporter des déplacements quotidiens aussi grands ? N'existe-t-il pas un risque de lassitude pour les commerçants et artisans, condamnés à effectuer de grands déplacements pour obtenir gain de cause ?

Dans le même temps, un éloignement des juridictions entraînerait un éloignement des professionnels de la Justice. Le traitement des affaires, ailleurs qu'au Havre, nécessiterait des aller/retours quotidiens pour les professionnels du droit.

À terme, des déménagements seraient nécessaires.

Montivilliers, notre commune, qui compte de nombreux habitants concernés, serait, comme celle du Havre ou de la Pointe de Caux moins attractive. Nous ne pouvons que nous inquiéter des conséquences à plus ou moins long terme : moins d'enfants scolarisés, un marché immobilier en berne, des commerces avec moins de clientèle.

La proximité de la justice est un outil indispensable pour, précisément, faire accepter ses décisions. L'éloignement de la justice ne ferait qu'augmenter la défiance en elle. Elle entraînerait également des conséquences économiques.

Nous, élu(e)s de Montivilliers nous ne pouvons-nous résoudre à cette perspective. Nous partageons les inquiétudes exprimées par les professionnels de la Justice au Havre comme à Dieppe, à commencer par de nombreux avocats du Barreau du Havre. Comme eux, dans l'intérêt de nos concitoyens et de notre territoire, nous demandons le maintien du contentieux spécialisé sur Le Havre au sein de la juridiction actuelle.

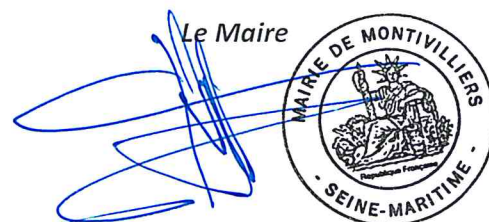
A cet effet, le Conseil municipal de Montivilliers interpelle solennellement Madame la Préfète de la Région Normandie afin de saisir Madame la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en vue de garantir le maintien de trois tribunaux judiciaires équivalents aux actuels TGI au Havre, à Rouen et à Dieppe.

**ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Le Maire

The image shows a blue ink signature of the Mayor of Montivilliers. To the right of the signature is the official circular seal of the commune. The seal features a central coat of arms with a figure holding a staff and a cross, surrounded by the text "MAIRIE DE MONTIVILLIERS" at the top and "SEINE-MARITIME" at the bottom. A small motto "FIDELITAS PROSPERITAS" is visible at the base of the coat of arms.

